



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Naufrage en Grèce :

les morts sont en mer mais les assassins sont à la tête des États européens

BULLETIN NPA RENAULT CLÉON - 29 JUIN 2023

Une semaine après le naufrage en Méditerranée d'un navire transportant plus de 600 migrants, la vraie débauche de moyens humains et matériels pour aller à la rescousse d'une poignée de riches, dont des hommes d'affaires en mal d'aventures à 250 000 euros la place, dans le sous-marin Titan, apparaît comme totalement indécent. Lorsqu'il s'agit de milliardaires, la société capitaliste a des moyens ! Mais pas pour les milliers de travailleurs et travailleuses morts depuis des années en Méditerranée en fuyant la guerre et la misère, à cause du refus des gouvernements européens d'ouvrir les frontières. Aujourd'hui, l'agence européenne Frontex, chargée de la surveillance des frontières, accuse la Grèce de porter la responsabilité de la catastrophe. Une dénonciation cynique, car c'est la politique de l'Union européenne que la Grèce applique, comme tous les pays frontaliers de l'espace Schengen.

Les meurtriers dirigent l'UE

Ce sont les gouvernements européens qui rendent les routes de plus en plus dangereuses, surveillées, impraticables pour les exilés. Frontex met tous les moyens en œuvre pour les repousser loin des eaux territoriales de l'Europe et refuser de les secourir en mer. Y compris en pactisant avec les régimes despotiques les plus divers.

C'est ainsi que Giorgia Meloni, cheffe du gouvernement d'extrême droite italien, a rendu visite en juin à Kaïs Saïed, président-dictateur en Tunisie et au maréchal Haftar, un des seigneurs de la guerre en Libye, pour négocier le prix de la sous-traitance des camps d'internement pour les réfugiés en Libye.

Nous sommes tous et toutes des immigrés

Celles et ceux qui sont morts en tentant de passer en Europe, poussés par la guerre, la misère, les catastrophes écologiques et l'espoir d'un avenir meilleur sont nos frères et sœurs.

Qui d'entre nous ne connaît pas un aïeul, un collègue, un parent, un proche, qui a rompu tous ses liens avec son pays, sa ville ou son village, en quête d'un avenir meilleur, sous la menace de la guerre, de la faim, des persécutions ? C'était hier, ou c'était avant-hier. Nous sommes tous et toutes des immigrés ou des enfants d'immigrés. Accueillir toutes les personnes qui le demandent, ouvrir les frontières, c'est un droit humain et devrait aller de soi !

Oui, nous pourrions

« accueillir toute la misère du monde » !

Le seul budget annuel de Frontex atteindra 845 millions en 2023 ! Dans le même temps, les budgets militaires explosent et atteignent plusieurs centaines de milliards dans toute l'Europe, autre

conséquence meurtrière des frontières et de la concurrence acharnée entre grands capitalistes. Et il n'y aurait pas de quoi développer des infrastructures d'accueil décentes, des services utiles à tous ? Cet argent-là n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan des profits qu'il sert à protéger : en France, les seuls actionnaires des entreprises du CAC 40 ont encaissé 68 milliards de dividendes l'an dernier !

Que dire de l'immensité du gâchis et de la misère que ce système répand ? Un système absurde qui, pour se maintenir, doit découper des frontières entre les peuples alors qu'ils produisent et consomment en commun des marchandises qui circulent déjà librement.

Mettre fin à ce monde de misère !

Macron, Darmanin et tous les autres veulent nous faire voir dans tout réfugié une bouche à nourrir ? Mais ils disent la même chose de nos anciens pour nous faire travailler deux années de plus ! C'est la même logique. Pas de frontières entre les démagogues xénophobes qui gouvernent ou qui postulent à gouverner ce système. Jusqu'à la gauche institutionnelle, dont la plupart des dirigeants sont restés silencieux lors de l'opération de déportation menée à Mayotte le mois dernier.

Exiger la liberté de circulation n'est pas simplement lutter pour un droit humain, c'est un devoir politique : les frontières tuent en mer, elles nous divisent ici même. Face au torrent de xénophobie déversé par en haut, il est d'autant plus impératif de nous rendre audibles et offensifs. Nous le rappeler haut et fort : nous sommes pour l'ouverture des frontières, car nous ne voulons pas nous laisser diviser entre travailleurs et travailleuses. C'est pourquoi nous rejoindrons tous les rassemblements qui auront lieu dans les semaines à venir pour dénoncer ces politiques criminelles.

Renault : quand les travailleurs paient la note des choix des capitalistes

Depuis des mois, les journées de chômage partiel se multiplient dans les usines Renault, impactant encore plus lourdement la rémunération des intérimaires exclus de l'Accord APLD (Activité Partielle de Longue Durée). À Douai, qui assemblait les véhicules (Mégane, Scenic, Espace et Talisman), on ne fabrique plus qu'un seul véhicule depuis le 9 mai dernier : la Mégane électrique, dont le moteur est fabriqué à Cléon. Sauf qu'avec son coût rédhibitoire, les commandes sont faibles et quatre semaines de chômage ont été imposées sur les seuls mois d'avril et de mai. Alors, De Meo peut plastronner en laissant dire qu'il dispose d'une « *feuille de route pour atteindre un million d'unités* », mais c'est probablement à la Saint-Glinglin. Pour l'heure, les travailleurs subissent les choix aberrants des capitalistes de l'automobile.

Du Champagne pour quelques-uns ou de l'eau pour tous

Sous les toits de l'usine, ces dernières semaines, la chaleur est accablante, dépassant régulièrement les 30°. Une bonne hydratation est indispensable dans ces conditions. Mais comme chaque année, dans les ateliers, l'approvisionnement en eau fraîche est défaillant. Dans de nombreux secteurs, nous n'avons même pas accès à des points d'eau : les fontaines ne sont pas correctement entretenues ou les palettes d'eau en bouteille ne sont pas présentes. Et quand elle sont présentes, elles sont parfois stockées en plein soleil...

Et de l'eau en bouteille, parlons de cette énième aberration capitaliste, de "Cristaline" (Groupe Roxanne), n°3 de l'embouteillage français, qui comme Danone et Nestlé, privatise nombres de sources d'eau en France et ailleurs dans le monde, mettant à terme en péril l'approvisionnement en eau. En ces périodes où on parle de sécheresse, de restriction d'eau, ces entreprises continuent de pomper allègrement dans les nappes phréatiques, pour grossir encore leurs profits. La famille Papillaud - qui possède le groupe Roxane - est la 74ème fortune Française, avec 1,2 milliard d'euros.

Nos besoins en eau, comme le reste de la société, ne doivent pas être gérés par une poignée de capitalistes !

Non à la dissolution des Soulèvements de la Terre

La semaine dernière, le gouvernement a dissous les « Soulèvements de la Terre » au prétexte de « violences commises » lors des mobilisations contre les mégabassines à Sainte-Soline ou contre une cimenterie Lafarge ou encore contre le projet de Ligne Grande Vitesse (LGV) Lyon-Turin. Mais à Sainte-Soline, la violence a d'abord été celle de la police, cherchant à criminaliser les militants écologistes conséquents. En réprimant sauvagement celles et ceux qui contestent la destruction de la planète à seule fin de nourrir les profits capitalistes. Et si Macron ne sait répondre que par la répression aux mobilisations contre la

catastrophe environnementale provoquée par le système capitaliste, c'est d'abord parce qu'il a renoncé à tout changement radical menaçant les profits. Et qu'il ne supporte plus la contestation.

Aujourd'hui, le gouvernement cherche à criminaliser les militants écologistes après l'avoir fait de bien des militants politiques, syndicalistes et ouvriers, notamment pendant la lutte contre la réforme des retraites. Un durcissement autoritaire qui menace clairement tous nos combats, qu'ils soient anti-racistes, antifascistes, syndicaux, politiques ou écologistes. Mais ces mesures scélérates du gouvernement n'empêcheront pas une part croissante de la population, notamment de la jeunesse, de s'opposer à la destruction de la planète dont le gouvernement est complice.

Nanterre, la police tue

Mardi 27 juin, deux policiers ont assassiné au volant de sa voiture un jeune de 17 ans. Sur une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, on peut voir deux policiers à moto sommer le conducteur d'ouvrir la porte de la voiture, l'un d'eux tenant une arme pointée sur le conducteur en hurlant : « *Ouvre ou je te mets une balle dans la tête* ». On voit ensuite la voiture avancer et le policier tirer sur le jeune à bout portant, alors même qu'il n'était pas sur le trajet de la voiture : la vie de l'agent n'était clairement pas en danger. A l'évidence, la dérive autoritaire de Macron favorise le renforcement dans l'institution policière de l'idée que tout est permis... jusqu'au meurtre !

Cette police qui assassine dans les quartiers populaires, qui est le fer de lance du racisme d'État, est la même qui réprime les manifestants qui s'opposent à la politique du gouvernement.

Il est urgent de la désarmer et d'exiger la vérité sur ses crimes. Mais plus encore, il est grand temps d'en finir avec cette institution et cette société capitaliste qui ne porte que violences et misère pour la grande majorité de la population !

MARCHE DES FIERTÉS

Samedi 1er Juillet - 14h30

ROUEN - Rue J. Lecanuet

Dix ans après la légalisation du mariage pour tous en France, alors que les violences homophobes et transphobes sont en hausse en Europe et que les idées réactionnaires et d'extrême droite gagnent du terrain, rassembler dans les « marches des fiertés » est plus que jamais nécessaire. Ce samedi, à Rouen, le NPA sera aux côtés de toutes celles et ceux qui manifesteront pour les droits des personnes LGBTI+. Pour les personnes lesbiennes, gay, trans ou intersexes comme pour l'ensemble de l'humanité, la perspective est bien d'en finir avec le capitalisme, toutes ses oppressions et les monstruosité qu'il charrie.

NPA – 40 rue des Murs St Yon 76100 ROUEN
nparouen.communique@gmail.com
www.facebook.com/NPAaggloRouen
www.instagram.com/npa_rouen_agglo